

UE et Traité de Versailles : à propos d'un parallèle hasardeux

A l'occasion des débats sur notre orientation face à l'Union européenne, les camarades du CCR ont justifié le refus de défendre la rupture avec plusieurs arguments. Nous ne revenons pas sur l'ensemble des arguments qui ont déjà été échangés[1]. Nous voulons seulement revenir sur le parallèle qui est fait avec le Traité de Versailles, imposé en 1919 par les impérialistes victorieux aux pays vaincus. Les camarades invoquent Trotsky :[2]

« la crise politique en Allemagne remet en question le régime que le traité de Versailles a instauré en Europe. Le Comité central du Parti Communiste allemand dit qu'une fois au pouvoir, le prolétariat allemand liquidera les documents de Versailles. Et c'est tout ? L'abolition du traité Versailles serait ainsi la plus haute conquête de la révolution prolétarienne ! Par quoi sera-t-il remplacé ? Cette manière négative de poser le problème rapproche le parti des nationaux-socialistes. Etats unis soviétiques d'Europe, voilà le seul mot d'ordre correct apportant une solution au morcellement de l'Europe, qui menace non seulement l'Allemagne mais aussi l'Europe entière d'une décadence économique et culturelle totale. Le mot d'ordre d'unification prolétarienne de l'Europe en même temps une arme très importante dans la lutte contre le chauvinisme abject des fascistes, contre leur croisade contre la France. La politique la plus dangereuse et la plus incorrecte est celle qui consiste à s'adapter passivement à l'ennemi, à se faire passer pour lui. Aux mots d'ordre de désespoir national et de folie nationale, il faut opposer les mots d'ordre qui proposent une solution internationale ».

Nous sommes d'accord avec cet extrait de 1930. Le fait marquant de la période, c'était précisément la grave dérive de l'Internationale stalinienne à partir de 1928, à la fois sectaire et droitière. Particulièrement en Allemagne, où le Parti communiste a fait preuve de sectarisme envers la social-démocratie (théorie du « social-fascisme ») et en même temps d'une collusion... avec les nazis. « Nous avons même constitué un front unique de classe avec les prolétaires nazis » finira même par dire Thaelman[3] (dirigeant du KPD). Le discours centré sur l'abolition du traité de Versailles, comme une fin en soi, coïncidait avec l'abandon de tout discours révolutionnaire par le KPD.

Il nous semble que ces arguments ne peuvent pas sérieusement être renvoyés à des camarades qui n'ont rien à voir avec cette politique. Le texte que nous avons défendu au CPN avec d'autres camarades, qui défend l'ouverture des frontières contre l'Europe forteresse et l'expropriation des grands groupes capitalistes est loin de « s'adapter

passivement à l'ennemi ».

Par ailleurs, les communistes révolutionnaires n'ont jamais rechigné à dénoncer le traité de Versailles. Une résolution spécifique du 4^{ème} congrès de l'Internationale communiste affirmait : « *les Partis Communistes, et avant tout ceux d'Allemagne et de France, doivent mener la lutte commune contre le traité de Versailles.* »[4]

Enfin, la comparaison ne nous semble pas pertinente. Le problème posé par le Traité de Versailles à cette époque était celui d'une domination relative de l'impérialisme français sur l'Allemagne. Aujourd'hui, en France, nous ne dénonçons pas l'UE au nom d'une supposée domination de l'Allemagne (et encore moins de « Bruxelles »).

L'Union européenne est un fait inédit, en tant qu'alliance de puissances impérialistes pour se donner un outil plus puissant, et notamment une mise en concurrence accrue des travailleurs. Par conséquent, il nous semble un peu stérile de vouloir à tout prix dénicher une citation adéquate de Trotsky sur la question.

[1] Voir notamment **nos articles sur la question de l'Union européenne**

[2]

<http://www.ccr4.org/Debats-autour-de-l-Union-Europeenne-dans-le-NPA-Projet-de-resolution-du-CCR-et-d-A-R>

[3] *Die Rote Fahne* du 10 novembre 1932

[4] http://www.marxists.org/francais/inter_com/1922/ic4_06.htm

Julien Varlin, le 9 mai 2014